

Monsieur Le maire,

Les années passent, se suivent, et se ressemblent au niveau budgétaire.

Voilà plusieurs années maintenant que nous attirons votre attention sur le ratio des dépenses réelles de fonctionnement rapportées au budget de fonctionnement, ratio qui n'est pas satisfaisant.

Vous considérez que c'est une maîtrise des dépenses de fonctionnement, nous, nous considérons qu'il s'agit là d'une compression excessive du fonctionnement (autour de 20% en général pour les communes, 25% à Hyères).

À HYÈRES on utilise 75 % du budget fonctionnement et l'excédent part dans le budget investissement.

Ce choix politique comporte un risque : celui de ne pas donner aux services les moyens matériels de fonctionner, et de ne pas entretenir l'existant correctement, voire mal ou très peu.

Et c'est précisément ce choix politique qui entraîne des conséquences désastreuses pour nos bâtiments communaux dont l'entretien depuis 10 ans fait donc cruellement défaut,

Je veux parler de

- l'Espace 3000 fermé, bilan une rénovation qu'on vient de découvrir pour environ 24 millions d'euros,
- du gymnase des Rougières fermé (on ne connaît pas encore le montant du coût de sa rénovation),
- et de l'école Michelet encore plus récemment fermée.

C'est un triste constat ! Ces fermetures de lieux de vie sportifs éducatifs et culturels impactent la vie quotidienne des jeunes et moins jeunes hyérois.

Sans même parler de l'état calamiteux de notre voirie, de la propreté défailante de nos quartiers, ni même de la police municipale sous dotée qui ont fait également les frais de ce choix politique.

Vous préférez dégager un excédent en rognant sur la dépense de fonctionnement et d'entretien pour financer vos projets d'investissement pourtant pas toujours qualitativement réussis et aux conséquences financières parfois complexes voire préjudiciables.

Ainsi, on l'a vu pour le Centre commercial du Nautisme avec ses multiples malfaçons et son imbroglio comptable et financier qui vous a vous-même conduit à déposer un signalement auprès du Procureur au titre de l'article 40 du CPP, que nous avons pu consulter Madame TROPINI et moi-même, visant selon vos propres termes « *des moins-values pour la maîtrise d'ouvrage (c'est-à-dire au détriment de la ville) d'1 352 632 €* ».

Nous, nous préférons voir entretenir l'existant, et soigner notre ville jour après jour plutôt que de la réhabiliter à grands coups de millions d'euros après avoir laissé ses bâtiments se délabrer, parce qu'au final ça coûte bien moins cher !

C'est notre conception d'un avenir bien maîtrisé tant au niveau budgétaire qu'au niveau du bien être d'une ville. C'est notre approche d'un avenir plus durable, que visiblement vous ne partagez pas et que nous déplorons et c'est pour cela que nous voterons contre votre budget.

Martine Agosta et Eric Martin

## Le budget aussi...

Après le débat d'orientations budgétaires fin février, l'étape du vote du budget primitif était au menu du conseil. Chaque année il permet à la majorité et à l'opposition de s'exprimer sur la situation financière de la commune et de dénoncer – ou d'approuver – les orientations prises pour l'année à venir. Des positions avouons-le, rarement très proches. Coté chiffres issus de la majorité, on notera *« des taux d'imposition inchangés, un encours de la dette en diminution, une maîtrise des dépenses, des investissements en progression, un financement sans emprunt grâce à un autofinancement de 30,6 millions d'euros, une épargne élevée (10 millions d'euros) »*. Une situation *« exceptionnelle »*, dit le maire qui n'a pas hésité à citer les notes attribuées par les contribuables associés à sa ville *« 18 pour le fonctionnement et la santé financière et un jugement global qualifié d'excellent »*.

Ce qui n'a pas convaincu l'opposition. Martine Agosta (HTN) dénonce le fait de préférer *« dégager un excédent en rognant sur la dépense de fonctionnement et d'entretien (bâtiments communaux, voirie, propreté) pour financer vos projets d'investissement pas toujours réussis. Nous préférons entretenir l'existant plutôt que de réhabiliter à coups de millions d'euros. »*

Toujours sur la même ligne, Marie-Laure Collin « Alliances pour Hyères » pointe, elle, *« la politique de la Ville »* – essentiellement dirigée vers le Val des Rougières – *« cette usine à fabriquer des injustices »*. Elle répète son souhait de voir *« ce budget affecté à la sécurisation du quartier par des barrières et des digicodes. Nous ne cautionnons pas cet attentisme et cette recherche de paix sociale par la distribution d'argent public »*. Demandant également *« un retour du pouvoir d'achat aux Hyérois par la réduction du coût des crèches, des cantines, etc. et par la baisse de la taxe foncière »*.